



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 07/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALTOM

1 chemin des Domaines de Beaulieu
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20241107-RAP-63-1107-Inspection-ISDND-Saint-Sauves-d'Auvergne.odt
Code AIOT : 0005601647

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement VALTOM implanté Lieu-dit Les Balusseaux 63950 Saint-Sauves-d'Auvergne. L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTOM
- Lieu-dit Les Balusseaux 63950 Saint-Sauves-d'Auvergne
- Code AIOT : 0005601647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'ISDND de Saint-Sauves-d'Auvergne et Saint-Sulpice est exploitée par le SMCTOM de la Haute Dordogne pour le compte du VALTOM, titulaire de l'autorisation. L'exploitation est régie par l'arrêté préfectoral n° 20211461 du 22 juillet 2021. Par arrêté préfectoral complémentaire n° 20231755 du 13

octobre 2023, le site est autorisé à traiter les lixiviats d'autres ISDND exploitées par le VALTOM.

L'exploitation du site est déléguée par le VALTOM au SMCTOM via une convention d'exploitation. Le SMCTOM représente 16 000 habitants avec des augmentations significatives de la population en périodes touristiques. Il couvre 35 communes et 3 communautés de communes toutes comprises dans le Puy-de-Dôme. Il assure la collecte, le regroupement des déchets (réalisé sur l'ISDND de Saint-Sauves-d'Auvergne) puis le transport jusqu'à VERNEA pour les OMR et PAPREC au Brezet pour la collecte des déchets triés. Il dispose de 5 déchetteries dont une sur le site de Saint-Sauves.

La cessation de l'exploitation de l'ISDND de Saint-Sauves-d'Auvergne est intervenue le 31/12/2022, avec maintien du casier amiante. Les casiers 3B et 4, initialement prévus, ne seront pas ouverts. Le site est passé en suivi post-exploitation à compter du 01/01/2023.

Un projet de conversion du site est en cours d'étude par le VALTOM sur l'emplacement initialement prévu pour le casier 4 et prévoit la création de nouvelles activités :

- nouvelle déchetterie, en remplacement de l'actuelle ;
- évolution de la plateforme de broyage de déchets verts et création d'une plateforme biodéchets de compostage ;
- massification des gravats de déchetteries pour valorisation ;
- stockage des bâches agricoles lors des campagnes de collecte.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Biogaz	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois
5	Suivi post-exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 8.6.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Entretien et surveillance des bassins	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.2.3.	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
9	Couverture finale	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
11	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021,	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 10.2.3.			
13	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33bis	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 7.2.5	Susceptible de suites	Sans objet
3	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 34	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Contrôles d'entrée amiante	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 9.2.6.	/	Sans objet
8	Mode d'exploitation du casier d'amiante liée	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 9.3.2.	/	Sans objet
10	Auto surveillance des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.2.	/	Sans objet
12	Détection et réparation des fuites, consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > V, 24bis	/	Sans objet
14	Détection incendie et rondes	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 > VI, 16 > VII	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Avec la fin d'exploitation des casiers de l'ISDND (hors amiante), le VALTOM a mis en place, courant 2023, une couverture provisoire sur l'ensemble du casier 3A.3 répondant partiellement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

La mise en place de la couverture finale du casier 3A.3 doit intervenir réglementairement avant le 31/12/2024. Ce délai ne sera pas respecté et l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place cette couverture finale en 2025. En cas de non-respect de cette échéance, l'exploitant s'expose aux dispositions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

De la même manière, la reprise d'étanchéité des têtes de puits de dégazage 4 et 6 du casier 1 devait intervenir avant fin novembre 2022. Ces réparations devront intervenir au plus tard, en même temps que les travaux de mise en place de la couverture finale du casier 3A.3.

L'exploitant doit également transmettre un dossier de passage en post exploitation du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 30/08/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2023
Prescription contrôlée : <p>Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables dans les nouveaux casiers, l'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
Constats : <p>La dernière campagne de mesures des émissions diffuses de biogaz a été réalisée le 10 mai 2022</p>

<p>par la société VALO CONSULT (rapport n°22VAL003 du 18/05/2022). Elle a mis en évidence des points d'émission au niveau de la base des têtes de puits de dégazage des puits 4 et 6 du casier 1.</p> <p>Ces 2 puits auraient donc dû faire l'objet de travaux de reprise d'étanchéité avant fin novembre 2022.</p> <p>Ces travaux n'ont pas été réalisés. L'exploitant prévoit de reprendre l'étanchéité des deux puits en même temps que la réalisation de la couverture finale du casier 3A.3 courant 2025 qui nécessite la réalisation d'un système de captation du biogaz.</p> <p>Une nouvelle campagne de cartographie des émissions diffuses aurait par ailleurs dû être effectuée avant mai 2024. L'exploitant prévoit d'en réaliser une en janvier 2025 en prévision des travaux de couverture finale. À noter que cette cartographie "avant travaux" ne remplace pas celle, réglementaire, de vérification de l'efficacité des actions correctives "après travaux".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser les travaux de reprise d'étanchéité des puits du casier 1 au plus tard avant le 31/12/2025. - Réaliser une nouvelle cartographie des émissions diffuses sous le même délai pour vérifier l'efficacité des actions correctives.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 2 : Moyen de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 7.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice avec le SDIS</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/08/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites •
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau incendie de 150 m³ reliée au réseau d'eau potable alimente une borne incendie capable de fournir un débit de 120 m³ sur 2 heures. • un bassin de 2 500 m³ avec un volume disponible de 200 m³, accessible en toute circonstance aux véhicules des services d'incendie et de secours et équipés d'un branchement gravitaire, utilisable par les pompiers en toute période de l'année. Une signalisation sera mise en place à cet effet.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni l'attestation PM/GPO/SAR/MB/SC/ON/KG/N°1178/2024 du 31 octobre 2024 précisant que les sapeurs-pompiers de Rochefort-Montagne ont réalisé un essai de mise en aspiration le 14 octobre 2024 du point d'aspiration de la réserve d'eau pluviale de 200 m³.</p>

L'exploitant a précisé oralement la procédure de gestion du volume d'eau du bassin de 2500 m ³ en surplomb alimentant ce raccord pompier.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établira une procédure de gestion écrite qu'il joindra au plan de défense incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/08/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2023
Prescription contrôlée : <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>À compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de</p>

l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>L'ISDND de Saint-Sauves-d'Auvergne est concernée pour les apports effectués durant l'année 2022 pour les DND (fin d'exploitation du casier 3 au 31/12/2022) et pour 2022 et 2023 pour les déchets d'amiante liée.</p> <p>Sur 2022, ce sont 1426 tonnes de DND et 58 tonnes d'amiante qui ont été saisies dans le RNDTS. Sur 2023, 266 tonnes d'amiante ont été saisies dans le RNDTS. Sur 2024, 107 tonnes d'amiante ont été saisies dans le RNDTS au moment de l'inspection.</p> <p>En séance, l'exploitant s'est rendu compte d'un oubli de 223 tonnes de terres souillées réceptionnées sur 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant rajoutera les entrées manquantes sur 2022 dans le RNDTS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 34
Thème(s) : Risques chroniques, Couverture intermédiaire
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/08/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 11/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout casier est muni dès la fin de sa période d'exploitation d'une couverture intermédiaire dont l'objectif est la limitation des infiltrations d'eaux pluviales et la limitation des émissions gazeuses. Cette couverture est constituée d'une couverture minérale d'épaisseur de 0,5 mètre constituée de matériaux inertes d'une perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s. La couverture intermédiaire est mise sur tout casier n avant la mise en exploitation du casier n + 2.</p>
<p>Constats :</p> <p>La fermeture du casier 3 est intervenue le 31 décembre 2022 marquant ainsi la fin d'exploitation de l'ISDND.</p> <p>La couverture intermédiaire a été mise en place en mars 2023. En revanche, le procès verbal d'essais de Sol-Solution du 18/12/2023 conclut à une perméabilité de $1,1.10^{-7}$ m/s sur deux des quatre sondages alors que la limite haute est de 10^{-7} m/s. Cette couverture intermédiaire est donc</p>

partiellement conforme (les deux autres sondages sont en dessous de la limite haute de perméabilité).

Par ailleurs, l'inspection du site a montré que la végétation s'était fortement développée sur le casier 3.

Au regard de la perméabilité de la couverture temporaire très proche de la cible à atteindre, et de l'incertitude sur les mesures, l'exploitant envisage de réaliser directement la couverture finale, sans reprise de la couverture intermédiaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi post-exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 8.6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de suivi post-exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 30/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2023

Prescription contrôlée :

Dès la fin de l'exploitation d'un casier, un programme de suivi post-exploitation est mis en place. Ce programme permet le respect des obligations suivantes :

- la clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues ;
 - le contrôle des équipements de collecte et traitement du biogaz s'applique jusqu'au passage en gestion passive du biogaz ;
 - le contrôle des équipements de collecte et de traitement des lixiviats s'applique jusqu'au passage en gestion passive des lixiviats ; la surveillance des rejets dans le milieu, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et le relevé topographique s'appliquent durant toute la période ;
 - la fréquence des contrôles prévue est adaptée selon les fréquences suivantes :
 - volumes des lixiviats collectés : semestrielle ;
 - composition des lixiviats collectés : semestrielle ;
 - composition du biogaz CH₄, CO, CO₂, O₂, H₂S : semestrielle.
- (...)

Constats :

Le programme de suivi post-exploitation n'est pas encore réalisé.

L'exploitant explique vouloir rester sur des périodicités d'auto surveillance de type "exploitation" et non "post-exploitation", comme prescrit à l'article 10.2.2.2 de l'arrêté préfectoral en ce qui concerne le suivi des rejets de lixiviats, tant que des lixiviats de l'ISDND de La Taupe sont réceptionnés sur le site.

Par ailleurs, l'exploitant souhaite revenir à un contrôle trimestriel pour le suivi du rejet des eaux de ruissellement, bien que l'article 10.2.2.1 de l'arrêté préfectoral autorise des analyses semestrielles,

du fait de dépassements sur le paramètre pH.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalisera un programme de suivi post-exploitation adapté au cas de figure de l'ISDND des Balusseaux reprenant notamment les fréquences de contrôle qu'il souhaite appliquer aux différents exutoires. Ces éléments sont à intégrer dans le dossier post-exploitation à transmettre à l'inspection. Ce programme pourra ensuite évoluer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Entretien et surveillance des bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 4.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance des bassins
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.</p> <p>Les ouvrages de rejets et les équipements de traitement intermédiaires sont régulièrement visités et nettoyés. En particulier, le fond du bassin de stockage visé à l'article 4.3.2.1 doit être curé régulièrement à chaque fois que nécessaire et au minimum tous les 5 ans.</p> <p>4.3.2.1. Drainage, collecte et stockage des lixiviats</p> <p>L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et le contrôle du bon fonctionnement des drains.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour vérifier le respect de cette limite.</p> <p>Des équipements de collecte et de stockage avant traitement des lixiviats sont réalisés pour chaque catégorie de déchets faisant l'objet d'un stockage séparatif sur le site. Les lixiviats sont collectés dans un ou des bassins adaptés correctement dimensionnés d'une capacité totale d'au minimum 350 m³, puis de 1000 m³ après mise en service des casiers 3 et 4.</p>
Constats : <p>La lagune de récupération des lixiviats produits sur site a un volume de 350 m³ alors que le casier 3 a été mis en service. À noter que sur 2023, 14000 m³ de lixiviats ont été vidangés.</p> <p>Celle-ci a été curée il y a 3 ans mais devait faire l'objet d'une nouvelle opération de curage avant</p>

fin 2023 suivant les recommandations de SUEZ (en charge de l'entretien de la station). L'exploitant explique que comme le casier 3 est fermé, les boues doivent être emmenées ailleurs pour leur traitement. Une analyse de ces boues est donc nécessaire pour déterminer leur destination. Un préleveur doit passer d'ici la mi-novembre pour réaliser cette analyse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Bien que le casier 3 soit maintenant en post-exploitation, l'exploitant justifiera que le volume de 350 m³ du bassin des lixiviats est suffisant pour leur gestion.

L'exploitant réalisera le curage du bassin des lixiviats.

Par ailleurs, l'exploitant réalisera une vérification de la sédimentation dans le bassin des eaux de ruissellement (mis en place en 2019).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Contrôles d'entrée amiante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 9.2.6.

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles d'entrée amiante

Prescription contrôlée :

Toute livraison de déchet fait l'objet :

- d'une vérification de l'existence d'une **information préalable** ou d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;
- d'une vérification, le cas échéant, des documents requis par le règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;
- d'un contrôle de non-radioactivité du chargement ;
- d'un contrôle visuel à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante lié durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans essai ;
- de la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions et un registre des refus.

Pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions :

- la nature et la quantité des déchets ;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte ;
- la date et l'heure de réception, et, si elle est distincte, la date de stockage ;
- l'identité du transporteur ;
- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et, le cas échéant, contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;
- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le

<p>motif du refus.</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets : - le nom et l'adresse de l'expéditeur initial, et le cas échéant son numéro SIRET ; - le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ; - l'identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés. <p>Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement peuvent être déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.</p> <p>Lors de la présentation de déchets contenant de l'amiante, l'exploitant complète le bordereau de suivi de déchets d'amiante CERFA n° 11861.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un BSDA émis sur 2024 a été pris au hasard dans l'extraction RNDTS fournie par l'exploitant en amont de l'inspection.</p> <p>Une fiche d'information et d'acceptation préalable à l'admission des déchets et attestation du producteur Amiante valide du 01/01/2024 au 31/12/2024 a bien été fournie pour l'apporteur tiré au sort.</p> <p>L'extraction RNDTS, pour cet apporteur, se décompose en 3 apports du 07/08/2024, 14/08/2024 et 04/09/2024 pour respectivement 1,48, 1.38 et 2.26 tonnes de plaques de toiture amiantées. La FIP indique une quantité estimée de 7 tonnes.</p> <p>Le registre des admissions référence également ces 3 réceptions et les identifications des emplacements dans le casier sont bien renseignées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Mode d'exploitation du casier d'amiante liée

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 9.3.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mode d'exploitation du casier d'amiante liée</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le casier d'amiante lié sera exploité en surélévation et dans la continuité de l'exploitation actuelle. Les déchets d'amiante sont entreposés par couches successives immédiatement recouvertes de remblais argileux après dépôt. Les couches sont épaisses de 1,5 m environ et correspondent à l'épaisseur des palettes ou big-bags.</p> <p>Les déchets conditionnés en palettes filmées, en racks ou en grands récipients pour vrac souples, sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites. Les « déchets d'amiante lié à des matériaux inertes » sont stockés avec leur conditionnement dans le casier Spécifique.</p> <p>L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage «amiante» imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 est bien présent. Les</p>

déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans essai.

Les casiers contenant des « Déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante » **sont couverts quotidiennement** avant toute opération de régalaie d'une couche de matériaux ou de déchets inertes **présentant une épaisseur de 20 cm minimum**.

Un stock de matériaux ou déchets inertes d'au minimum 50 m³ est conservé en permanence à proximité des alvéoles.

L'exploitant indique dans le registre des admissions, en plus des éléments indiqués à l'article 9.2.6 :

- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets d'amiante ;
- le nom et l'adresse de l'expéditeur initial, et le cas échéant son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ;
- l'identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés.

Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation.

En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.

Constats :

Les derniers apports d'amiante (palette filmée ou big bag) sont bien recouverts d'une couche de remblai de 20 cm environ. L'étiquetage "amiante" est bien présent.

Pour remblayer, l'exploitant récupère de la terre présente sur le site.

Le rapport annuel d'exploitation 2023 indique page 26 que la mesure annuelle en fibres d'amiante dans le bassin des eaux de ruissellement a été effectuée en janvier 2023. Aucune fibre n'a été détectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Couverture finale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35

Thème(s) : Risques accidentels, Couverture finale

Prescription contrôlée :

Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale.

Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet **le programme des travaux de réaménagement final de cette zone**. Le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux, ou le cas échéant, impose des prescriptions complémentaires.

La couverture finale est composée, du bas vers le haut de :

- une couche d'étanchéité ;
- une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ;

- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre.

L'exploitant spécifie le **programme d'échantillonnage et d'analyse** nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il est transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité.

Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités décrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site.

« Les dispositions du présent article peuvent être adaptées par l'arrêté préfectoral d'autorisation si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence des dispositions qu'il prévoit. Toutefois :

« - la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement ne peut être inférieure à 0,8 mètre ;

« - **pour les talus dont la pente excède 14 %, une telle adaptation est conditionnée à la présence d'une couche de drainage constituée de géosynthétiques et à la réalisation d'une étude de stabilité**, l'épaisseur finale de la couche de terre de revêtement supérieure ne pouvant être inférieure à 0,5 mètre. »

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.

Constats :

Le programme des travaux d'aménagement du casier 3A.3 a été transmis à l'inspection le 09/04/2024. Une demande de complément a été transmise au VALTOM le 17/04/2024. Celle-ci demande notamment une étude de stabilité du flanc qui présente une pente supérieure à 14 %. L'exploitant propose une pente de 66 %. À noter que l'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral prescrit que pour le casier 3, la pente soit au maximum de 50 %.

L'exploitant a deux offres pour cette étude de stabilité (Sol Solution et Fondasol). Le choix et la commande de l'étude seront effectués d'ici la fin de l'année 2024. Cette étude permettra ensuite d'orienter la solution la plus adaptée concernant la mise en place de la couverture finale.

À noter enfin que la couverture finale est réglementairement demandée pour le 31/12/2024 au plus tard.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Dans sa réponse à la demande de complément, l'exploitant transmettra à l'inspection le résultat de l'étude de stabilité et les solutions envisagées. L'exploitant s'attachera à respecter la pente maximale de 50 % pour le talus.</p> <p>La couverture finale du casier 3 doit être mise en place avant la fin de l'année 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 12 mois

N° 10 : Auto surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des eaux résiduaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>10.2.2.1. Suivi des eaux de ruissellement En complément des dispositions de l'article 4.3.8.1, l'ensemble des paramètres fixés à l'article 4.3.9.1 sont analysés chaque semestre, ainsi que le pH et la conductivité ; Les paramètres Cu et ZN seront analysés chaque trimestre. Leur volume est également déterminé au minimum une fois par semestre.</p> <p>10.2.2.2. Suivi des réjets de lixiviats par l'exploitant L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous : Lixiviats Périodicité en phase d'exploitation Périodicité en phase de suivi Périodicité en phase de suivi : semestrielle, voire annuelle pour cyanures libres et fluorures</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un suivi de ses rejets en lixiviats en janvier, mars et juin 2024 et de ses eaux de ruissellement en janvier et juin 2024. Concernant les eaux de ruissellement, les analyses de juin indiquent un pH de 8.8 alors que la limite haute est 8.5. Ce dépassement est chronique (lié à la température) sur le bassin et l'exploitant souhaite repasser à des analyses trimestrielles pour faciliter la validation des opérations de vidange. Concernant les lixiviats, un dépassement en Carbone Organique Total a été observé en 2023 et en janvier 2024. Ce paramètre est revenu à la normale sur mars et juin 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les derniers rapports (juin 2024) d'analyse ABIOLA pour les lixiviats et les eaux de ruissellement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2021, article 10.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle des eaux souterraines. Ce réseau, constitué d'au moins 3 puits de contrôle, doit permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site. L'exploitant doit procéder à un contrôle de la qualité des eaux souterraines à partir des prélèvements effectués dans les 4 piézomètres implantés en périphérie de la zone de stockage de déchets deux fois par an, en périodes de hautes et de basses eaux, pendant la phase d'exploitation et de suivi. Les piézomètres sont répartis : 2 à l'amont (PZ3 et PZ4) et 2 à l'aval (PZ1 et PZ2) et selon le plan d'ensemble fourni au dossier. Les paramètres mesurés semestriellement sont le niveau piézométrique, le pH, la conductivité, DCO, DBO5, COT, AOX, les métaux totaux, les chlorures, potentiel d'oxydo-réduction, NO ₂ -, NO ₃ -, NH ₄ +, SO ₄ 2-, NTK, PO ₄ 2-, K +, Ca 2+, Mg 2+, MES, PCB, HAP, BTEX, E.coli, Bactéries coliformes, Entérocoques, Salmonelles. Le prélèvement d'échantillons doit être effectué conformément aux normes en vigueur. Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question. En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.
Constats : La dernière campagne de contrôle de bruit de fond radiologique des eaux souterraines a été effectuée en mars et septembre 2019. Une campagne doit être effectuée en 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise une campagne de contrôle du bruit de fond radiologique des eaux souterraines avant fin 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Détection et réparation des fuites, consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > V, 24bis
Thème(s) : Risques accidentels, Détection et réparation des fuites, consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Article 21.V:

L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et **sont présentés dans le rapport annuel d'activité** prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 24bis:

L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation.

Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et **sont présentés dans le rapport annuel d'activité** prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.

Constats :

La société EIRA effectue un contrôle mensuel visuel du réseau de biogaz.

La consommation d'eau est relevée. Le site consomme entre 300 et 400 m³ d'eau par mois du fait essentiellement de l'aire de lavage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant ajoutera à son rapport annuel d'activité:

- **Information sur les fuites détectées sur le réseau biogaz ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées;**
- **un bilan des consommations d'eau et des commentaires sur les évolutions constatées et les changements importants de mode de consommation.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33bis

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :

- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;
- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la

<p>détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. <p>II. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>III. En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le VALTOM finalise le plan de défense incendie sur le site de l'ISDND de Puy Long. Celui-ci sera ensuite dupliqué et adapté aux autres sites.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise un plan de défense contre l'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 14 : Détection incendie et rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 > VI, 16 > VII
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie et rondes
Prescription contrôlée :
VI. La zone <u>en cours d'exploitation</u> et les autres zones désignées dans le plan de défense contre

les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.

Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.

Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.

Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.

VII. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Constats :

Tous les casiers de déchets non dangereux étant recouverts et l'installation étant en post-exploitation, le risque de départ de feu sur l'installation de stockage est très limité. Dans ces conditions, l'opportunité de la mise en place d'un système de détection incendie n'est pas établie.

En revanche, l'exploitant indique qu'une ronde est réalisée en fin de journée vers 16h30 tous les jours.

Type de suites proposées : Sans suite